



EUROPE | CHRONIQUE

PAR ARNAUD LEPARMENTIER

A nous deux, maintenant !

Quatre ans ! Lorsque Angela Merkel a remporté le triomphe électoral que l'on sait, François Hollande a bien vite fait preuve de réalisme. Il a oublié ces fichues élections européennes de mai 2014 où le PS espérait flaqueur une raclée aux conservateurs et à l'Allemagne prétendument égoïste d'Angela Merkel. François Hollande s'est hissé sur son Avenir présidentiel et a expliqué qu'avec la chancelière, il avait désormais quatre ans pour sauver l'Europe. Quatre ans, avant la présidentielle de 2017 et les prochaines élections allemandes.

Quatre ans, en Europe, c'est très court : il a fallu huit ans pour que le traité de Maastricht accouche de l'euro, quinze pour faire entrer dans l'Union les pays communistes après la chute du Mur. Mais c'est aussi une éternité. C'est le temps qui nous sépare de l'explosion de la crise grecque, fin 2009, qui menaça de faire sombrer l'euro. Et dans cette période, les Européens ont sauvé la monnaie unique en corrigeant les vices de construction de Maastricht.

Le pire de la crise est passé. N'écoutez donc pas les déclinistes européens qui prévoient déjà un Parlement européen paralysé par Marine Le Pen, l'europhobe britannique Nigel

Farage et autres populistes. Il est temps pour le couple franco-allemand de relever la tête et de lancer de nouveaux défis à l'Europe : « A nous deux, maintenant ! »

Les beaux esprits résumant l'ambition nécessaire en appelant au « *saut fédéral sinois* l'Europe-ne-sera-plus-qu'un-grand-marché ». Tout est faux dans cette assertion. En ces temps de populisme, le saut fédéral est impossible, tandis que l'Europe n'est même plus un grand marché. Examinons donc la feuille de route que nous fixe le diplomate français Pierre de Boissieu. Avec quelques amis – le socialiste portugais et ancien commissaire européen Antonio Vitorino et les deux anciens ambassadeurs britannique et néerlandais à Bruxelles, Stephan Wall et Tom de Bruijn –, cet ancien secrétaire général du Conseil européen a remis à François Hollande un petit rapport intitulé « Refaire l'Europe : esquisse d'une politique » (www.synopia.fr). « *Nous croyons en l'Europe* », commence Boissieu, qui ne veut pas laisser sombrer un édifice de 60 ans. Mais notre Européen en retraite choisit Talleyrand plutôt qu'Hugo, préfère le réalisme déterminé à l'utopie incantatoire.

Dans un petit numéro bien rodé, Boissieu a

commencé par flinguer devant Hollande les fausses bonnes idées en cour à Bruxelles.

Surtout, ne pas négocier un nouveau traité européen. L'issue en est hasardeuse, comme en atteste l'échec du référendum de 2005. L'entreprise reviendrait à donner la main aux Anglais, qui veulent négocier leur sortie de l'Union et qui détricoteront les textes actuels.

Deuxièmement, il convient de ne pas avoir un seul homme à la tête de l'Europe et de ne pas fusionner les fonctions du président de la Commission – Barroso – et du président du Conseil européen – Van Rompuy. Ce serait dissoudre la Commission, censée définir l'intérêt général et l'asservir aux Etats. Il faut aussi empêcher les députés européens d'imposer leurs candidats à la Commission, comme en rêvent Martin Schulz et le Parti socialiste européen : l'Europe est trop complexe pour être livrée au régime des partis.

Sauver le grand marché

Enfin, n'annonçons plus qu'il faut rapprocher l'Europe des citoyens. Par construction, l'Europe est lointaine. Mais elle doit être plus simple. Cela signifie cesser d'enquiquiner les citoyens avec la qualité des eaux de baignades ou les aides locales aux PME, mieux associer les Parlements nationaux aux décisions réglementaires, mais ne pas faire semblant d'être concret avec des programmes comme l'aide alimentaire ou le saupoudrage d'aides régionales, qui sont du ressort des collectivités locales.

Pour passer à l'action, Boissieu ne se fixe pas un objectif à quatre ans, mais dix ans au moins. Commençons par une piqûre anglo-libérale, dont nous devinons qu'elle sera un

brin urticant : il faut sauver le grand marché.

Nous voyons ciller ceux qui croient que celui-ci fut achevé en 1992 sous l'égide de Jacques Delors. Le marché des biens industriels, sans doute. C'était au siècle dernier, quand l'industrie représentait un quart de la richesse européenne, un cinquième de celle de la France. Depuis, l'industrie (hors BTP) a régressé d'un tiers en France. Les nouveaux marchés, ce sont les services : l'énergie, la banque, l'assurance, Internet, les télécoms. Ce dernier secteur est atomisé entre 200 opérateurs, tandis que six entreprises détiennent plus de 90 % du marché américain. L'Europe n'est pas libérale, c'est une juxtaposition de vingt-huit principautés protégées qu'il faut réunir : rendez-nous la directive Bolkestein sur la libéralisation des services, torpillée lors de la polémique sur le « plombier polonais » !

Ensuite l'euro. Pour conserver la monnaie unique, il faut redonner confiance à l'Allemagne. Boissieu suggère de lancer un plan de convergence économique au sein de l'union monétaire. C'est ce que fit la France de 1983 au lancement de l'euro, en adoptant la politique du franc fort. Il faut recommencer. Pas en faisant semblant de réduire les déficits à moins de 3 % du PIB. Mais en homogénéisant politiques budgétaires et fiscalités.

Un plan, long, laborieux, complexe, sans esbroufe, qui fait la joie de l'ancien ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine : « *Il est formidable que des Européens convaincus fassent des propositions dont l'ambition est de sortir de l'impasse europhobe.* » ■

RENDEZ-NOUS LA DIRECTIVE BOLKESTEIN SUR LA LIBÉRALISATION DES SERVICES